

faire, comme le cabinet d'ailleurs. Peut-être est-il un des hommes silencieux du cabinet. De fait, je dirais qu'il était très fort du temps qu'il faisait partie de l'opposition, mais qu'il s'est révélé très faible ministre parce qu'il n'a pas voix au chapitre au cabinet, et il le sait.

Une voix: Tout à fait vrai.

M. Corbin: Vous dites cela parce que vous êtes jaloux.

M. Woolliams: Je ne suis pas jaloux. Je préfère prendre la parole ici avec mes principes à siéger là-bas sans principe.

Des voix: Oh, oh!

M. Woolliams: J'allais dire que depuis deux ans le Canada est passé de première nation exportatrice de blé au monde au sixième rang. Le ministre, homme intelligent, le sait. Il sait que si nous avions maintenu notre première place comme nation exportatrice, les cultivateurs de l'Ouest ne seraient pas aujourd'hui dans le pétrin qu'on a si bien décrit cette semaine dans le *Globe and Mail*. Même ces gens-là se sont réveillés après deux ans; ils se rendent compte que la situation est grave dans l'Ouest. Il suffit de marcher dans les rues de Regina. Je n'ai rien vu de pareil depuis les années 30. On est en pleine crise. Nous parlons d'inflation à la Chambre, mais une véritable récession sévit dans l'Ouest, dans la plupart des principaux centres, comme dans les villages et les fermes, et le ministre le sait.

Je lui signale qu'avec une régie obligatoire de commercialisation du blé—j'y reviendrai dans quelques instants—ces gens à gages ont fait un fiasco de nos exportations de céréales, qui s'est aggravé du fait que le ministre du Travail (M. Mackasey) a refusé d'agir dans le cas des grèves à Vancouver alors que nous perdions nos marchés dans le monde, surtout au Japon, et ne respections pas nos engagements tels notre accord avec la Russie. Le ministre le sait et moi aussi. C'est une incrimination du gouvernement et une accusation que je porte contre le gouvernement. C'est vrai et le ministre ne saurait le nier. Il n'y a aucune justification.

M. Corbin: C'est facile à dire.

M. Woolliams: Peut-être, mais il est facile pour le député de rester assis à son siège. Je ne le vois pas se lever pour dire des choses intelligentes à la Chambre.

M. Corbin: Vous avez tort. Vous n'êtes jamais à la Chambre pour écouter mes discours.

M. Woolliams: Que le député écoute ce soir et il apprendra quelque chose. Je croyais que c'était le député qui s'était brouillé avec le gouvernement aujourd'hui, mais j'ai pu me tromper.

Je continue:

Une analyse des observations relatives à la position concurrentielle du blé canadien dans chacun des 23 marchés de blé sélectionnés révèle diverses causes expliquant la part réduite du Canada des marchés d'exportation. Ces causes comprennent une absence d'uniformité dans la teneur protéique des expéditions de blé canadien;

Ces deux dernières années, notre parti a constamment répété au gouvernement que l'un de nos problèmes d'exportation concerne la teneur protéique de notre blé en raison des changements apportés à la formule de classement. Rien n'a été accompli à ce sujet jusqu'à la session actuelle.

Poursuivons la citation. Le rapport ajoute:

un manque de souplesse dans l'établissement des prix en même temps que des ventes...

Qu'a fait le gouvernement par l'intermédiaire de cette commission obligatoire? S'il gâche les choses comme il l'a fait avec le bétail et les porcs, s'il ramène tout cela à cette loi dictatoriale, il perdra ses marchés pour le bétail canadien aussi rapidement qu'il a perdu le marché du blé. Qu'il ne vienne pas dire le contraire car c'est un fait.

L'hon. M. Olson: Le député permettrait-il une question?

M. Woolliams: Le ministre pourra la poser lorsque j'aurai terminé. Je n'ai que quelques instants pour me faire entendre après quoi je serai prêt à répondre aux questions du ministre quand il le voudra. Et que dire de notre immobilisme en matière de prix? Alors que toutes les nations exportatrices de blé dans le monde entier réduisaient leur prix contrairement aux stipulations de l'Accord international sur le blé, le Canada restait assis sur ses positions. Je conviens que cela se passait longtemps avant que le ministre ait assumé ses fonctions mais le fait est que le Canada n'a pas bougé d'une semelle. Finalement, le gouvernement et la Commission du blé se sont réveillés; ces gens qui touchent un traitement régulier se sont réveillés. Peu leur importe de vendre peu ou beaucoup de blé, car ils touchent leurs chèques. Ils ne touchent pas de commission et ne toucheraient pas un sou de plus si, décrochant leur derrière de leur siège, ils décrochaient aussi quelques affaires.

C'est le prix de vente qui nous a mis dedans. Les États-Unis faisaient du dumping de blé au Japon et sur tous les autres marchés du monde. Et qu'ont dit les libéraux?